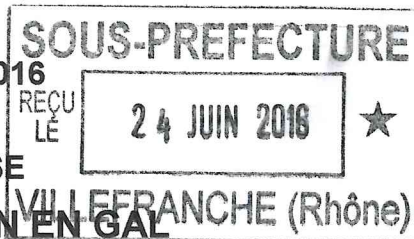


DEPARTEMENT
DU RHONE

DELIBERATION N° 29-2016



REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE DE SAINT ROMAIN EN GAL

ARRONDISSEMENT DE VILLEFRANCHE SUR SAONE

CANTON DE MORNANT

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 20.06.2016

Compte rendu affiché le 24.06.2016

Date de convocation du Conseil Municipal : 14.06.2016

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 18

Président : Pierre LANGLAIS

Secrétaire nommé: Séverine GAVIOT-BLANC

Membres présents : P.LANGLAIS – G.VINCEROT – M.P. JAUD-SONNERAT – M.A. SEUX – S. GAVIOT-BLANC – J.A. BAH – C. LAURENT – S. ALONZO – N. BONNAND – N. BOUTEILLON – A. CAIRE-HUGUES – J. PRAT – J. ROSSET – S. TARDY

Membres absents excusés : A. RIVOLLA

Membres absents : A. GERBAUD – F. LEFEBVRE

Membres démissionnaires :

Membres décédés : J.M. PLASSE

Ont donné procuration :

Objet : Délibération prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et définissant les modalités de concertation.

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-8, L153-31 à L153-35 et L103-2 ;

VU les délibérations du Conseil Municipal en date du 11 mai 2005 approuvant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme, des 19 juin 2006, 2 juin 2008 et 6 décembre 2010 approuvant des modifications ;

Monsieur le Maire expose que la révision du Plan Local d'Urbanisme est rendue nécessaire en raison de l'obligation d'une part, de prendre en compte les dispositions des « lois Grenelle » du 3 août 2009 et du 12 juillet 2012 ainsi que de la « loi ALUR » du 24 mars 2014 et d'autre part de se mettre en compatibilité avec le SCOT des Rives du Rhône approuvé le 30 mars 2012.

La révision du PLU a pour objectif de proposer une stratégie d'aménagement garante d'un développement durable à long terme.

Il y a lieu de fixer les modalités de concertation conformément à l'article L.103-3 du Code de l'Urbanisme, qui impose que toute révision du Plan Local d'Urbanisme fasse objet d'une concertation préalable avec la population durant toute la durée des études et selon les modalités prévues par le Conseil Municipal.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal,

DECIDE

- De prescrire la révision du PLU sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L153-8 et L153-31 à L153-35 du Code de l'Urbanisme et d'approuver les objectifs poursuivis pour la révision du PLU afin de :

1) Assurer l'équilibre entre :

- Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation du centre village ;
- L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et des paysages naturels ;
- La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquable ;
- Les besoins en matière de mobilité ;

2) Assurer la qualité urbaine architecturale et paysagère

3) Assurer la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat.

4) Assurer notamment la préservation des ressources naturelles, de la biodiversité et des continuités écologiques, ainsi que la prévention des risques naturels prévisibles.

- De soumettre à la concertation de la population, des associations locales et des autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole, les études pendant toute la durée de l'élaboration du projet selon les modalités suivantes :
 - Deux réunions publiques
 - Une exposition en mairie
 - La mise à disposition en mairie, d'un registre afin de recueillir les observations et propositions de la population
 - La diffusion d'informations dans le bulletin municipal et sur le site internet de la commune.

Le bilan de cette concertation sera présenté devant le Conseil Municipal qui en délibérera.

Un débat en Conseil Municipal sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), aura lieu au plus tard deux mois avant l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme.

- De solliciter de l'Etat, conformément à l'article L132-15 du Code de l'Urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour compenser les dépenses entraînées par les études et l'établissement du PLU.
- De demander conformément à l'article L132-5 du Code de l'Urbanisme que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement, en tant que de besoin, à la disposition de la commune.

Le Président du Conseil Régional, le Président du Conseil Départemental, le Président du Syndicat mixte des Rives du Rhône, porteur du SCOT, le Président du Parc Naturel Régional du Pilat, le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays Viennois dénommée Viennagglo compétent en matière d'Organisation des Transports urbains et de programme local de l'habitat ainsi que ceux des organismes mentionnés aux articles L 132-7 et L132-9 ou leurs représentants sont consultés à leur demande au cours de l'étude du projet de Plan Local d'Urbanisme.

Il en est de même des Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale voisins compétents et des Maires des communes voisines et des associations locales d'usagers agréées, mentionnées à l'article L141-1 du Code de l'Environnement.

Le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture et d'habitat et de déplacements.

Si le représentant des organismes mentionné à l'article L411-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune en fait la demande, le Maire lui notifiera le projet de Plan Local d'Urbanisme, afin de recueillir son avis. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu dans un délai de deux mois.

Les services de l'Etat seront associés à l'étude du Plan Local d'Urbanisme à l'initiative du Maire, ou à la demande du Préfet.

Conformément à l'article L153-11 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- Au Préfet
- Aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental
- Aux Présidents des Chambres de commerce et d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat et d'Agriculture
- Au président de l'EPCI chargé du suivi et de la révision du SCOT
- Au Président de l'autorité compétente en matière d'Organisation des Transports Urbains, et si ce n'est pas la même personne, à celui de l'Etablissement public de Coopération Intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat dont la commune est membre (Viennagglo)
- Au Président de l'Organisme de Gestion du Parc Naturel Régional du Pilat.

Elle fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et mention en sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.

Voix pour : 15

Voix contre : 0

Abstention : 0

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

Pour copie conforme
Ont signé au registre les membres présents.

Le Maire,
Pierre LANGLAIS.



Certifié exécutoire, Compte tenu de la transmission
En préfecture le 22.06.2016
De la publication le 22.06.2016